

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALDistr.
GENERALE

E/3491/Add.1

21 juin 1961

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 15 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire généralAdditif

1. Les observations reproduites ci-dessous ont été présentées par les gouvernements des pays ci-après, en ce qui concerne les recommandations qui figurent dans la résolution 6 A (XVII) de la Commission des droits de l'homme au sujet de la célébration dans un proche avenir d'une Année de l'affranchissement des préjugés et de la discrimination et, par la suite, de l'observation chaque année d'une Journée de l'affranchissement des préjugés et de la discrimination :

CANADA

"..... Les organisations canadiennes, qui se préoccupent de ce problème depuis quelque temps, se sont efforcées de lui trouver une solution positive. Le Conseil des chrétiens et des juifs a encouragé l'observation d'une Semaine de la fraternité et cette institution est maintenant tellement bien entrée dans les mœurs que la plupart des groupements qui se consacrent à l'amélioration des relations humaines font principalement porter leurs efforts éducatifs sur cette célébration.

Il semble très douteux que l'organisation d'une Année ou d'une Journée consacrée à l'affranchissement des préjugés et de la discrimination ajoute quelque chose aux efforts déjà déployés par bien des Canadiens, qui continueront sans doute à s'employer surtout à la célébration de la Semaine de la fraternité. La plupart des organisations canadiennes préféreraient probablement voir leurs programmes éducatifs centrés sur le thème plus positif de la 'fraternité' ou des 'droits de l'homme', plutôt que sur le thème quelque peu récriminoire de 'l'affranchissement des préjugés et de la discrimination'. En 1958, les organismes canadiens sous les auspices

desquels a été observé le dixième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme étaient très conscients de ce problème tactique et étaient fermement convaincus qu'aucun progrès réel ne serait réalisé dans les relations humaines à moins que le programme ne repose sur des valeurs positives.

Le nombre même de journées, semaines et de mois de ce genre tend à affaiblir la valeur de ce moyen d'encourager les bonnes causes. Il existe au Canada un grand nombre de journées et de semaines spéciales, et nous pensons que si, à l'heure actuelle, on ajoutait de nouvelles célébrations à cette liste, on risquerait de subir les effets de la loi des rendements décroissants. Les Canadiens se rendent fort bien compte de la signification de la Journée des droits de l'homme. Le Conseil pourrait envisager la possibilité de lier le thème de la fraternité, inhérent à l'idée de l'affranchissement des préjugés et de la discrimination, à la célébration de la Journée des droits de l'homme qui est devenue une institution bien établie dans de nombreuses parties du monde."

GNANA

"Le représentant permanent du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général des Nations Unies et a l'honneur de ... l'informer que le Gouvernement du Ghana approuve et accepte la résolution en question."

INDE^{1/}

"..... Le Gouvernement indien appuie l'idée de ces célébrations. Lors de la dix-septième session de la Commission des droits de l'homme, la délégation indienne a présenté la résolution qui invitait à observer l'Année et la Journée dont il s'agit. Les vues et commentaires de la délégation indienne sur cette question figurent en détail dans les comptes rendus des séances de la Commission (E/CN.4/SR.685, 688, 690 et 692)."

NORVEGE

"..... Les programmes des établissements d'enseignement norvégiens de tous les niveaux contiennent des dispositions appropriées qui assurent leur pleine conformité avec la résolution mentionnée de la Commission des droits de l'homme.

En conséquence, la Norvège appuie et reconnaît pleinement les principes de la Charte qui ont été réitérés dans la résolution 6 (XVII).

1/ La réponse du Gouvernement de l'Inde, en date du 22 mai 1961 (mentionnée au par. 5 du document E/3491), est reproduite ici intégralement.

Toutefois, les autorités norvégiennes ont des réserves à formuler quant à l'opportunité et à la valeur pratique des propositions concrètes recommandées par la Commission des droits de l'homme en tant que mesures visant à éliminer les préjugés raciaux ainsi que l'intolérance et la discrimination nationales et religieuses.

Les autorités norvégiennes ne peuvent donner leur agrément à la recommandation de la Commission tendant à ce que l'on observe, en vue de favoriser la réalisation de ces objectifs, une Année de l'affranchissement des préjugés et de la discrimination dans un proche avenir et une Journée de l'affranchissement des préjugés et de la discrimination chaque année, par la suite; elles estiment donc qu'il conviendrait de ne pas mettre en oeuvre la proposition formulée à cet égard par la Commission."

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

"..... Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni approuve pleinement les objectifs de cette résolution et appuie chaleureusement la déclaration qui y figure, aux termes de laquelle des efforts soutenus en vue d'éliminer les préjugés raciaux ainsi que l'intolérance nationale et religieuse sont nécessaires pour favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Il ne peut toutefois s'empêcher de douter que les propositions figurant dans la résolution soient les plus propres à favoriser la réalisation de ces objectifs ou, même, aient des chances d'être efficaces. Ces doutes découlent des considérations suivantes :

1. Jusqu'à présent, l'Organisation des Nations Unies et certaines institutions spécialisées n'ont désigné une année à des fins particulières que lorsqu'il s'agissait de réaliser un objectif donné ou, tout au moins, d'obtenir un résultat tangible (recueillir des fonds, par exemple comme dans le cas de l'Année mondiale du réfugié), ce qui permet d'évaluer le succès des efforts nationaux. Le Gouvernement de Sa Majesté se demande s'il est souhaitable de recommander l'institution d'une 'année' à une fin telle que celle de faire changer les gens d'opinion, alors qu'il n'y aurait aucun moyen d'évaluer les résultats éventuels de l'institution de ladite année. Une année consacrée à un objectif général aussi vaste pourrait bien être le précurseur d'une série indéfinie d'années des Nations Unies consacrées à des objectifs tout aussi généraux, tout aussi méritoires et tout aussi incommensurables.
2. Si l'on veut qu'une campagne nationale pour le progrès dans un domaine aussi vaste donne des résultats, il serait souhaitable, semble-t-il, de lui assigner une durée aussi courte que possible. Une semaine ou une journée consacrée à un tel objectif pourrait créer une impression que des efforts déployés pendant une année entière ne seraient pas en mesure de maintenir et risqueraient même de dissiper.

3. Il ne faut pas oublier que l'on observe déjà de nombreuses journées, semaines et années, tant nationales qu'internationales, et il semble donc souhaitable de n'accroître leur nombre qu'avec circonspection, car en en instituant trop, on aboutit tout simplement à déprécier la valeur de chacune. C'est pourquoi, il y aurait intérêt à examiner le point de savoir si les objectifs de l'année et de la journée envisagées ne pourraient être atteints en prenant les dispositions voulues pour que l'observation d'une journée déjà reconnue, telle que la Journée des droits de l'homme, soit consacrée, une certaine année, à la question particulière de la lutte contre la discrimination.

4. L'expression 'affranchissement des préjugés et de la discrimination' semble peu heureuse au Gouvernement de Sa Majesté. Il y a lieu de noter que dans l'alinéa de la résolution mentionné au début des présentes observations, tout en faisant allusion aux préjugés raciaux, on utilise l'expression 'intolérance nationale et religieuse'. Cette distinction est importante car, lorsqu'il s'agit de religion ou de sentiment national, les préjugés peuvent n'être que l'expression d'une forte conviction, comme par exemple le dévouement à la patrie ou à une religion donnée et n'impliquent pas nécessairement intolérance envers d'autres religions ou d'autres pays. Il serait donc impossible de dépouiller l'esprit des hommes de préjugés, entendus dans ce sens, et il serait fort peu souhaitable que l'Organisation des Nations Unies donne l'impression d'inviter les Etats à le faire. Qui plus est, la juxtaposition des termes 'préjugés' et 'discrimination' ne peut que faire naître la confusion et l'expression est trop vague pour fournir des directives quelconques aux gouvernements.

De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, il faudrait s'attacher à définir plus précisément les objectifs de la célébration envisagée et les moyens d'y procéder et examiner la question de savoir s'il est vraiment opportun de consacrer une année auxdits objectifs ou s'il ne vaudrait pas mieux concentrer sur une période plus courte les efforts déployés pour les favoriser; il y aurait également lieu d'étudier la possibilité d'utiliser à cette fin l'une des journées - la Journée des droits de l'homme ou la Journée des Nations Unies, par exemple - qui sont déjà reconnues et observées chaque année sur le plan international."

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

"Etant donné que les préjugés et la discrimination reflètent, dans une large mesure, des attitudes individuelles et des habitudes intellectuelles, les Etats-Unis ont été favorables à l'éducation de l'opinion publique par tout moyen permettant de réussir à mettre fin tant aux préjugés qu'aux pratiques discriminatoires. Nous avons constaté qu'à mesure que ces problèmes sont mieux compris, les gens respectent davantage la dignité égale de tous les êtres humains et sont plus disposés à procéder aux changements qui peuvent être nécessaires pour renforcer ce principe. Les Etats-Unis se félicitent donc de l'occasion qui leur est donnée de commenter la proposition

/...

de la Commission des droits de l'homme tendant à ce que l'on observe une journée ou une année spéciale pendant laquelle l'attention serait spécialement appelée sur l'élimination des préjugés et de la discrimination.

Nous pensons que le Conseil aurait intérêt, lorsqu'il étudiera la question, de tenir compte de l'expérience acquise jusqu'à présent grâce à la célébration, le 10 décembre de chaque année, de la Journée des droits de l'homme instituée par l'Organisation des Nations Unies. C'est en 1949 que l'Assemblée générale a demandé que cette journée soit observée. Il ressort des rapports reçus que si cette journée est de plus en plus observée dans nombre d'Etats Membres des Nations Unies, il est certaines régions où elle est peu célébrée. Tant l'Organisation des Nations Unies que l'UNESCO consacrent chaque année beaucoup d'imagination et d'efforts pour encourager la célébration de la Journée des droits de l'homme et pour préparer la documentation qui fera mieux connaître aux gens la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Compte tenu de cette expérience, et des relations étroites qui existent entre la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'affranchissement des préjugés et de la discrimination, les Etats-Unis souhaiteraient voir combiner en quelque sorte la proposition de la Commission des droits de l'homme et la célébration annuelle de la Journée des droits de l'homme que l'on observe déjà. Plus précisément, nous suggérons de continuer à célébrer la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre de chaque année, et de prévoir en outre un programme d'un an qui serait entrepris le jour anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme en 1962 ou en 1963, suivant ce qui serait jugé le plus pratique, et qui porterait de préférence le nom d'Année des droits de l'homme ou d'Année universelle des droits de l'homme. Ce programme d'un an offrirait l'occasion de mettre en valeur la notion d'affranchissement des préjugés et de la discrimination, qui est un élément essentiel tant de la Déclaration universelle des droits de l'homme que de la Déclaration des droits de l'enfant. L'affranchissement des préjugés et de la discrimination pourrait également être le thème central de publications nouvelles et de programmes nouveaux mis au point pour des célébrations spéciales au cours de l'année, et pourrait être utilisé par la suite pour l'observation de la Journée des droits de l'homme.

Outre les avantages qui découleraient de l'utilisation de moyens déjà bien établis, nous pensons qu'un titre qui contiendrait l'expression 'droits de l'homme' assurerait une compréhension plus large du caractère positif de l'affranchissement des préjugés et de la discrimination. Ainsi qu'on l'a signalé lors du débat sur la question à la Commission des droits de l'homme, les termes préjugés et discrimination peuvent être malaisés à saisir d'emblée dans certaines régions et demanderaient à être expliqués par des

/...

illustrations. Un titre fondé sur l'expression 'droits de l'homme' soulignerait également les relations étroites qui existent entre les dispositions de la Charte des Nations Unies concernant les droits de l'homme et la notion d'affranchissement des préjugés et de la discrimination. Une recommandation du Conseil tendant à célébrer une Année des droits de l'homme où l'accent serait mis sur l'affranchissement des préjugés et de la discrimination favoriserait donc davantage la réalisation de l'objectif fondamental des Nations Unies qui est de parvenir au respect universel et à l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion."